

NEW YORK, États-Unis, 21 septembre (Infosplusgabon) - Seuls 15 pays dans le monde ont trois politiques nationales de base qui aident à garantir le temps et les ressources dont les parents ont besoin pour soutenir le développement sain du cerveau de leurs enfants, a annoncé, jeudi, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) dans un nouveau rapport.

Pire encore, 32 pays - abritant un enfant sur huit de moins de cinq ans - n'ont mis aucune de ces politiques en place.

Selon le rapport, *Early Moments Matter for Every Child*, deux ans d'éducation pré-primaire gratuite, pauses petits déjeuner payé pendant les six premiers mois de la vie d'un enfant et six mois de congé de maternité payé, ainsi que quatre semaines de congé de paternité payé aide à jeter un fondement critique pour un développement optimal de la petite enfance.

Ces politiques aident les parents à mieux protéger leurs enfants et à leur fournir une meilleure nutrition, jeu et expériences d'apprentissage précoce dans les premières années de vie cruciales lorsque le cerveau se développe à un rythme jamais répété.

Le rapport fait remarquer que Cuba, la France, le Portugal, la Russie et la Suède font partie des pays qui garantissent les trois politiques. Cependant, 85 millions d'enfants de moins de cinq ans

grandissent dans 32 pays sans aucune des trois politiques critiques en place.

Étonnamment, 40% de ces enfants vivent dans deux pays : le Bangladesh et les États-Unis.

"Quelle est la chose la plus importante que les enfants ont ? C'est leur cerveau. Mais nous ne prenons pas soin des cerveaux des enfants comme nous nous soucions de leur corps - surtout dans la petite enfance, lorsque la science montre que les cerveaux des enfants et l'avenir des enfants sont en formation rapide», a déclaré Anthony Lake, directeur exécutif de l'Unicef.

«Nous devons faire davantage d'efforts pour donner aux parents et aux soignants des jeunes enfants, le soutien dont ils ont besoin au cours de cette période critique de développement du cerveau».

Le rapport souligne également que des millions d'enfants de moins de cinq ans passent leurs années en formation dans des environnements dangereux et non stimulants.

Il a déclaré qu'environ 75 millions d'enfants de moins de cinq ans vivent dans des zones touchées par des conflits, augmentant leur risque de stress toxique, ce qui peut inhiber les liaisons cellulaires du cerveau dans la petite enfance. Dans le monde, une mauvaise nutrition, des milieux et des maladies malsaines ont laissé 155 millions d'enfants de moins de cinq ans étourdis, ce qui empêche leurs corps et cerveaux de se développer à leur plein potentiel.

Le rapport indique qu'un quart de tous les enfants âgés de 2 à 4 ans dans 64 pays ne participent pas à des activités essentielles au développement du cerveau, comme le jeu, la lecture et le chant, et environ 300 millions d'enfants dans le monde vivent dans des régions où l'air est toxique, dont la recherche émergente peut endommager les cerveaux en développement des enfants.

Le fait de ne pas protéger et délivrer les enfants les plus défavorisés ayant des opportunités de développement précoces sape la croissance potentielle de sociétés et d'économies entières, met en garde le rapport, citant une étude révélant que les enfants issus de ménages pauvres qui expérimentent le jeu et l'apprentissage précoce à un jeune âge, ont gagné en moyenne 25% de plus comme adultes que ceux qui n'en ont pas.

"Si nous n'investissons pas maintenant dans les enfants et les familles les plus vulnérables, nous continuerons à perpétuer les cycles intergénérationnels de désavantages et d'inégalités. La vie par la vie, opportunité manquée par opportunité manquée, nous augmentons l'écart entre les riches et les non-riches et entravons notre force et notre stabilité à long terme", a déclaré M. Lake.

En moyenne, les gouvernements du monde entier consacrent moins de 2% de leurs budgets d'éducation aux programmes de la petite enfance.

Pourtant, le rapport souligne que l'investissement dans les premières années de l'enfance aujourd'hui produit des gains économiques importants dans le futur. Chaque dollar investi dans des programmes qui favorisent l'allaitement génère 35 dollars US en retour ; et chaque dollar investi dans les soins et l'éducation de la petite enfance pour les enfants les plus défavorisés peut générer un rendement allant jusqu'à 17 dollars US.

Le rapport appelle les gouvernements et le secteur privé à soutenir les politiques nationales de base afin de soutenir le développement de la petite enfance, notamment en investissant et en développant les services de développement de la petite enfance dans les foyers, les écoles, les communautés et les cliniques de santé - en donnant la priorité aux enfants les plus vulnérables et en rendant familial les politiques, y compris deux années d'enseignement pré-primaire gratuit, un congé parental payé et des pauses d'allaitement rémunérées, une priorité nationale.

Il appelle également à donner aux parents qui travaillent le temps et les ressources nécessaires pour soutenir le développement du cerveau de leurs jeunes enfants et collecter et désagréger les données sur le développement de la petite enfance et suivre les progrès accomplis dans la réalisation des enfants et des familles les plus vulnérables.

"Les politiques qui soutiennent le développement de la petite enfance sont un investissement essentiel dans le cerveau de nos enfants, et donc dans les citoyens et la main-d'œuvre de demain - et littéralement l'avenir du monde", a déclaré M. Lake.

Les pays avec les trois politiques comprennent : la Biélorussie, la Bulgarie, Cuba, la France, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, le Luxembourg, le Portugal, la Roumanie, la Fédération de Russie, Saint-Marin, la Suède, le Turkménistan et l'Ukraine.

Les pays sans aucune des trois politiques comprennent : l'Algérie, l'Australie, le Bangladesh, la Barbade, le Belize, le Bhoutan, la Bosnie-Herzégovine, le Sultanat de Brunéi, la Dominique, la Gambie, la Grenade, le Kenya, la République populaire démocratique de Corée, le Liberia, le Malawi, la Malaisie, les Etats fédérés de Micronésie, Myanmar, la Namibie, Oman, la Sierra Leone, Singapour, l'Afrique du Sud, Saint-Kitts-and-Nevis, Sainte-Lucie, Swaziland, Tonga, Trinité-et-Tobago, l'Ouganda, les Etats-Unis, le Yémen et la Zambie.

FIN/INFOSPLUSGABON/MMM/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon